

Lancement de l'initiative Empower West Africa par l'USAID : 73 millions de dollars pour une énergie durable en Afrique de l'Ouest

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a annoncé avec enthousiasme le lancement de l'activité Empower West Africa (EWA), un nouveau contrat de 73 millions de dollars sous l'initiative Power Africa. Ce programme ambitieux s'appuie sur les succès du Programme énergétique de l'Afrique de l'Ouest (WAEP), initié en juillet 2019 et prévu pour se conclure en juillet 2024.



Power Africa, un partenariat mené par le gouvernement américain, mobilise les ressources conjointes des secteurs public et privé pour doubler l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne. L'initiative EWA poursuivra cette mission en améliorant l'accès à des services d'électricité abordables, fiables, durables et modernes en Afrique de l'Ouest.

Le programme EWA s'est fixé des objectifs ambitieux à atteindre d'ici 2029 :

- Établir six millions de nouvelles connexions directes au réseau et hors réseau.
- Conclure financièrement 2 500 mégawatts de nouvelle capacité de production d'énergie.
- Construire 1 500 kilomètres de nouvelles lignes de transmission.
- Vendre 40 000 dispositifs ou systèmes hors réseau à usage productif.
- Réduire, séquestrer ou éviter 14,4 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre grâce à des initiatives d'énergie propre.

Engagement avec des Parties Prenantes Diversifiées

EWA s'engagera avec une gamme diversifiée de parties prenantes dans le secteur de l'énergie. Cela inclut les ministères du gouvernement, les services publics, les organismes de réglementation, les entreprises privées du secteur de l'énergie, les investisseurs, les organisations multilatérales, les institutions académiques et les organisations de la société civile. Cette approche holistique vise à éradiquer la pauvreté énergétique, accélérer la transition vers un avenir neutre en carbone, et stimuler l'investissement et l'innovation du secteur privé.

Contribution aux Objectifs de Power Africa

EWA contribuera de manière significative aux objectifs globaux de Power Africa, qui visent à atteindre 30 000 mégawatts à la clôture financière et 60 millions de connexions d'ici 2030. En travaillant vers ces cibles ambitieuses, EWA aspire à transformer le paysage énergétique de l'Afrique de l'Ouest, favorisant ainsi un développement durable et une croissance économique.

Avec le lancement d'EWA, l'USAID et Power Africa réaffirment

leur engagement à améliorer l'accès à l'énergie en Afrique de l'Ouest, ouvrant la voie à un avenir plus prospère et durable pour la région.

Megan Valère SOSSOU

Accès à l'énergie dans l'espace CEDEAO: Des avancées vers la durabilité énergétique

En 2013, lors de la 43ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, les États se sont engagés à un accès universel aux services énergétiques propres, abordables et durables pour l'ensemble de leurs populations à l'horizon 2030. Une décennie après et dans un [rapport](#) publié en décembre 2023, la Commission de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) dresse un bilan exhaustif des avancées et des défis en matière d'énergie au sein de la sous-region ouest-africaine.



Selon Bayaornibè DABIRE, Directeur de l'Énergie et des Mines de la Commission de la CEDEAO, cette publication de la Direction de l'Énergie et des Mines de la CEDEAO présente les chiffres clés sur l'énergie dans l'espace CEDEAO. L'édition 2023 fournit des données sur l'approvisionnement, la transformation, la consommation d'énergie, les échanges d'énergie et les principaux indicateurs environnementaux et de développement durable jusqu'à l'année 2021 a-t-il indiqué.

Ce rapport met en lumière la diversification de l'approvisionnement énergétique de la CEDEAO. Il s'agit de la biomasse énergie, du pétrole brut et ses dérivés, du gaz

naturel, de l'hydroélectricité, du charbon minéral, du solaire, et d'autres sources. En 2021, cet approvisionnement est estimé à 145 785 ktep, avec une prédominance écrasante de la biomasse énergie, représentant près de 61% du total, suivi de l'hydroélectricité à 1,4% et des importations d'électricité à 0,1%.

Approvisionnement, Production, Transformation et Consommation de l'énergie en Afrique de l'ouest

Entre 2010 et 2021, l'approvisionnement total en énergie a augmenté de manière significative, passant de 103 199 ktep à 145 785 ktep. La progression la plus remarquable a été observée dans le secteur de l'énergie solaire photovoltaïque, avec une croissance moyenne annuelle de 48%, permettant une augmentation de la production d'électricité de 18 GWH à 1 500 GWH en 2021.

En ce qui concerne la production d'énergie électrique en 2021, le gaz naturel est en tête avec 42%, suivi des produits pétroliers à 37%, de l'hydroélectricité à 19%, et du solaire photovoltaïque à 1%.

La production de charbon de bois reste significative dans certains pays de la CEDEAO, avec une augmentation observée ces dernières années. La Guinée, le Libéria et le Togo se distinguent en produisant plus de charbon de bois par habitant que les autres pays, avec une moyenne de 52 kg par habitant dans l'espace CEDEAO.

En ce qui concerne la consommation d'énergie, les secteurs résidentiel et des transports sont les plus gros consommateurs dans la CEDEAO, tandis que l'agriculture en est le secteur le moins consommateur.

Accès à l'énergie et défis environnementaux

Entre 2018 et 2021, la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité a augmenté de 3,3% par an, témoignant

d'une tendance positive vers la durabilité énergétique. En termes d'accès à l'électricité, certains pays comme le Cap-Vert, le Mali, la Gambie, le Nigéria, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal se démarquent en offrant un meilleur accès à l'électricité que d'autres dans l'espace CEDEAO.

Le secteur des transports, en particulier le transport routier, demeure la principale source d'émissions de CO2 dans la CEDEAO, représentant environ 46% des émissions totales. Cette réalité souligne l'urgence d'adopter des politiques et des pratiques plus durables pour atténuer l'impact environnemental de cette sous-région dynamique mais confrontée à des défis énergétiques majeurs.

Sédiko DOUKA, Commissaire chargé des Infrastructures, de l'énergie et de la digitalisation, Commission de la CEDEAO pense que la décennie entamée est importante car elle doit servir de boussole et permettre de faire les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs fixes au regard de l'engagement pris par les Etats pour assurer l'accès à l'énergie de leurs population.

Megan Valère SOSSOU

Projet Lumière du Bénin : Un grand pas vers la transition énergétique au Bénin

Dans un contexte de réchauffement planétaire avec des émissions de gaz à effet de serre issues de plusieurs secteurs d'activités dont le secteur de l'énergie, le gouvernement du

Bénin, à la faveur du conseil des ministres du mercredi 04 mai 2022, a annoncé la mise en œuvre du projet « Lumière du Bénin ».



Ce projet qui, selon l'exécutif, va permettre d'éclairer avec des lampadaires solaires photovoltaïques plus de 1600 km de voies à travers les 77 communes du pays.

Le Bénin semble ainsi se tourner de plus en plus vers les énergies renouvelables qui, à long terme et avec le même engagement, permettront au pays de Patrice Talon de réaliser la transition énergétique tant souhaité.

En effet, la transition énergétique est, par définition, la modification profonde de nos modes de production et de consommation d'énergie, dans une perspective de développement durable. Autrement dit, la transition énergétique consiste à se passer progressivement des énergies fossiles (polluantes) aux énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien, l'hydraulique, etc, avec pour objectif de diminuer les émissions de gaz à effet de serre produites par les activités humaines en terme d'énergie. Tout comme la transition énergétique, la transition écologique est un modèle de

développement durable qui appelle à de nouvelles façons de consommer et de produire pour répondre aux enjeux environnementaux. C'est dire que la transition écologique dépend fortement des sources et types d'énergie produite et utilisée dans les activités humaines.

Le gouvernement de Patrice Talon, à travers le projet « Lumière du Bénin » semble comprendre les enjeux d'une transition énergétique qui est l'inévitable pas à franchir pour parvenir au développement durable. L'éclairage public par des lampadaires solaires contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre, contrairement à l'énergie électrique dont la production dépend essentiellement des énergies fossiles (non renouvelables) comme le pétrole, le charbon et le gaz qui représentent 80 % de la production mondiale en énergie, selon l'Agence Internationale de l'Énergie.

Tout comme la Suède, la Norvège et le Danemark qui sont des pays exemplaires et très avancés en matière de transition énergétique dans le monde, le Bénin se montre de plus en plus engagé dans une perspective de transition énergétique qui préserve l'environnement. En témoignent l'installation des quinze mille lampadaires solaires dans le cadre du projet asphaltage et la construction en cours de quelques centrales solaires dans certaines communes du Bénin.

Toutefois, le secteur de Dona Jean-Claude Houssou est loin de réaliser la transition énergétique, car l'éclairage au niveau national reste dominé par l'énergie électrique. Il est donc nécessaire que les investissements publics en terme d'énergie soient plus orientés vers les énergies renouvelables afin que le passage à la transition énergétique et écologique soit une réalité au Bénin. Il est par ailleurs nécessaire que les entreprises et les citoyens s'engagent à réduire leur empreinte carbone en privilégiant l'utilisation des énergies renouvelables.

Le projet « Lumière du Bénin » est un projet salubre qui marque un pas vers la transition énergétique et écologique. Mais ce pas doit être multiplié par des milliers d'autres si l'on veut inscrire le Bénin au rang des pays les plus

écologiques de la planète.

Venance TOSSOUKPE